50e ANNÉE (5e SÉRIE) N° 34 24 AOUT 1933

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. La crise américaine; sa gravité, ses causes, la philosophie dont elle découle. — II. L'agriculture, le système bancaire aux Etats-Unis. — III. L'incapacité politique des Présidents aux Etats Unis. — IV Raison profonde de cette incapacité : le puritanisme se contredisant lui-même. — Le pilote à la barre. — V. Exemple d'un pays dirigé : l'Italie mussolinienne. — VI. Ce qu'il faut penser du Pacte à Quatre. — VII. Le régime hitlérien et l'Eglise catholique.

I

S'il est un phénomène qui nous surprend et qui mérite une attention toute particulière, c'est bien celui de la crise américaine, qui forme à elle seule la part dominante sans doute de la crise mondiale actuelle. Nous avons l'impression, avant tout examen, qu'il y a là plus qu'un événement historique, qu'il s'agit de la faillite d'un système et probablement d'une philosophie de l'existence terrestre. L'*américanisme* a été une méthode d'action dans le domaine économique. Mais il a tenté une invasion jusque dans le domaine mystique. Les vertus qu'il mettait en jeu et qui trouvaient leur triomphante consécration dans les succès d'ordre temporel qu'elles assuraient à ceux qui les pratiquaient, ont essayé de prendre le pas sur les antiques vertus que le Moyen-Age chrétien avait extraites du divin Evangile. « L'avenir, semblait on dire, n'est plus à l'humilité, à la résignation, à l'esprit de pénitence, à toutes ces vertus « passives » que préconisa une époque misérable, encore dominée par le fatalisme indompté des éléments rebelles à l'égard du génie humain. Maintenant que nous avons vaincu les forces hostiles, maintenant que, grâce au Progrès, aux découvertes, aux inventions mécaniques de notre temps, nous sommes devenus les maîtres de la nature, les vertus qui nous conviennent sont la confiance, l'activité, la foi dans la valeur de l'énergie humaine, l'enthousiasme conquérant que rien n'arrête, la joie de produire et de créer ! »

Ces idées, à l'état diffus, hantaient un grand nombre de cerveaux parmi nous. L'américanisme, condamné par Léon XIII, faisait son chemin dans les cœurs. Il constitue encore, à l'heure qu'il est, la religion implicite d'une quantité de baptisés, oublieux de leurs origines chrétiennes et des leçons données au monde par le Rédempteur.

Et voici qu'une catastrophe se produit! Elle ne déconcerte pas encore tous ceux qu'elle frappe. Ils veulent se persuader qu'il n'y a là qu'un accident banal. Ils s'apprêtent à recommencer le jeu, en tâchant de s'assurer contre les méprises qui ont provoqué un échec trop visible. Ils crient bien haut que la crise pouvait être évitée, qu'elle est due à l'imprudence de certains hommes, que les victimes n'ont à s'en prendre au fond qu'à elles-mêmes de leur déconfiture, qu'il ne faut plus s'occuper des morts laissés sur le champ de bataille économique, que les bases du système demeurent intactes, que l'homme reste capable de se faire à lui-même, sur cette terre, un paradis plus réel que le chimérique Eden promis par la religion à ses adhérents après leur mort!

Nous avons au contraire, nous, des raisons de croire que la crise est plus grave que l'on ne veut en convenir, qu'elle signifie bel et bien la banqueroute d'une conception, d'une morale, d'une philosophie, d'un idéal de mensonge. Nous sommes convaincus que le problème qui se pose pour les économistes du temps présent est de ceux qui dépassent toutes les forces organisées de notre civilisation, si fière d'elle-même, et qu'en tout cas la solution sera longue et difficile à trouver et que l'évolution de l'univers ne peut se poursuivre que dans une atmosphère saturée de ces vertus tant méprisées naguère par tous ceux qu'imprégnait l'américanisme : la patience, la résignation, le détachement des biens de ce monde, l'abandon à la sainte volonté de Dieu, l'acceptation, en union avec le divin Crucifié, des inévitables épreuves de cette vie, l'espoir enfin d'un monde meilleur pour compenser les déboires de celui-ci et pour récompenser la confiance que nous aurons placée en Dieu seul !

Examinons donc les conditions de la « crise américaine, » dont les journaux nous entretiennent presque journellement et dont ils nous révèlent peu à peu l'extrême gravité. Un article très bien raisonné de M. Firmin Roz, intitulé : *Le Président Roosevelt et la Crise américaine,* dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 juillet, va nous fournir le thème de notre méditation.

« M. Franklin Roosevelt, élu le 8 novembre 1932, écrit M. Roz, est entré en fonctions, suivant l'usage, le 4 mars suivant. Aucun Président des Etats-Unis, depuis Washington et Lincoln, n'a pris le pouvoir dans des circonstances aussi critiques. »

Voilà une affirmation qui est déjà bien faite pour nous surprendre. Eh quoi ! la situation est-elle donc si grave ? Washington, c'est la Guerre de l'Indépendance. Lincoln, c'est la Guerre fédérale des nordistes contre les sudistes. Ce sont les plus terribles crises que le peuple américain ait traversées. Mais ce peuple était alors bien jeune ; il s'agissait de crises de croissance. Le nombre des habitants n'avait rien de comparable à ce que nous constatons maintenant dans les mêmes limites : à l'heure actuelle, les Etats-Unis sont, numériquement, l'un des plus grands peuples de la terre. Ils passaient pour en être le plus riche et le plus prospère. Nous ne pouvons nous imaginer que tant d'or dont on nous disait que ce peuple était devenu le recéleur, au lendemain de la guerre, ait été si rapidement englouti. Nous croyons être victimes d'une illusion, d'une sorte de bluff « à l'américaine. » Pas du tout. M. Roz insiste : « Une fois de plus, dit-il, les destinées de la nation américaine sont en jeu. » Sans doute ce n'est pas le problème de son existence qui se pose, comme au XVIII^e siècle, de 1776 à 1789. Il ne s'agit pas davantage de cette unité qui fut mise en péril de 1860 à 1865. « Mais il s'agit de savoir comment elle sortira d'une crise dont il est difficile d'embrasser toute l'amplitude, plus difficile encore de bien comprendre toute la signification. »

Par ces derniers mots, M. Roz donne bien à entendre que, lui aussi, il croit que c'est une philosophie qui est atteinte par les faits qu'il va nous raconter.

Cette philosophie, nous l'avons maintes fois esquissée. Elle n'est autre que le matérialisme industrialiste, c'est-à-dire cette conception engendrée au sein de l'ère du machinisme, qui consiste à donner à entendre que le bonheur est affaire de production mécanique, que des espoirs illimités sont permis à l'homme quand il considère les conquêtes quotidiennes de son génie, que le bien-être, le confort, l'abondance générale de tout ce qui peut satisfaire les désirs des humains ne peuvent aller qu'en augmentant sans cesse, et que nous sommes dans la route qui conduit à la parfaite béatitude ici-bas !

Nulle part cette philosophie n'a eu, pour faire son expérience la plus concluante, de théâtre d'opérations plus favorable qu'aux Etats-Unis :

« L'économie américaine, constate M. Roz, s'était constituée et développée dans des circonstances exceptionnellement favorables, qui avaient façonné à son profit l'individu et la société. Toutes concouraient à orienter dans le même sens les énergies de l'un et de l'autre. La nature mettait à leur disposition des richesses infinies, dont l'appel déterminait un afflux d'immigrants vigoureux, entreprenants, détachés de leur pays, par lassitude ou esprit d'aventure, prêts à adopter, à aimer leur nouvelle patrie. Celle-ci, d'ailleurs, en échange de ce qu'elle leur offrait, ne leur demandait aucun sacrifice. A l'abri de tout danger extérieur, elle unissait aux avantages d'une situation continentale les privilèges de l'insularité et n'imposait point de charges militaires. Enfin rien n'entravait l'essor du travail et de la production, dans un pays neuf où tout lui était subordonné. De là deux principaux effets : le progrès du machinisme et la concentration industrielle, qui eux-mêmes ont eu pour conséquences la diminution de la main d'œuvre et la surproduction. »

Sans doute, ce pays neuf aurait pu manquer de capitaux, et se trouver retardé dans ses débuts par une question d'argent. Mais, comme l'a fait remarquer M. Lucien Romier, dans une magnifique étude que nous avons analysée ici-même, la vieille Europe a fourni à ce peuple hardi et entreprenant tout ce qu'il pouvait désirer. L'Angleterre surtout a placé là d'immenses sommes d'argent, à gros intérêts naturellement. L'outillage des Etats-Unis a pu se monter avec une rapidité inouïe. Il a bénéficié des inventions les plus modernes. Il a pu éviter les erreurs commises dans les premiers tâtonnements du machinisme. Il a marché droit au but. Il a eu cette chance énorme de voir grandir constamment le marché intérieur, par l'immigration. Les premiers manufacturiers ont vu se multiplier à leur porte les consommateurs, sans avoir besoin de courir après la clientèle. Ce peuple était béni des fées de l'industrialisme. Tout semblait lui sourire, tout lui réussissait. La population augmentait de 12 millions de 1880 à 1890, autant de 1890 à 1900, de 16 millions entre 1900 et 1910, de 14 millions entre 1910 et 1920. Le manque de main d'œuvre avait conduit aux perfectionnements les plus extraordinaires du machinisme. La production en série atteignait des chiffres fabuleux : on comptait une automobile par 6 habitants, alors qu'en France la proportion était de 1 à 40.

Survint la guerre. Elle permit au système de jouer à plein. Les Etats-Unis étaient neutres ; ils devinrent les fournisseurs du monde entier. C'est alors que tout le métal précieux du vieux monde fut drainé à leur profit. Jamais les bénéfices n'avaient été plus faciles, plus réguliers, plus automatiques, plus formidables. Puis ce fut l'après-guerre et la tâche immense de reconstruction. Là encore, les Etats-Unis trouvaient des occasions indéfinies de profits.

Cependant le vice du système commençait à apparaître. Produire, c'est bien. Mais il faut écouler ses produits. Si la soif du bénéfice, la cupidité, pour l'appeler de son nom, n'avait fait partie intégrante de la philosophie du machinisme, s'il y avait eu au cœur de la méthode un sentiment de désintéressement, de pitié pour les pauvres, d'abnégation, les Etats-Unis auraient pu devenir les bienfaiteurs de l'humanité. Mais le seul énoncé de cette hypothèse ne saurait amener qu'un sourire de dédain chez un homme qui comprend les « affaires ». Pourquoi voulez-vous faire un saint d'un *businessman* ? Le milliardaire américain est capable de donner des millions de dollars à une œuvre philanthropique qui lui plaît, mais il n'est pas capable de limiter son bénéfice dans les af-

faires. Il obéit à la loi du plus gros profit, avec la même nécessité que les corps à la loi de la pesanteur.

Qu'arriva-t-il donc ? Tout simplement ceci : les peuples qui achetaient aux Etats-Unis se trouvèrent ruinés. Le « système » ne fut pas déconcerté pour si peu. Il entrevit et mit en pratique aussitôt une solution qui semblait des plus élégantes : les banques américaines, en possession d'une quantité formidable de capitaux en quête de placements fructueux, prêteraient aux pays pauvres. Ainsi le profit serait double : d'une part, l'argent prêté rapporterait de gros intérêts ; d'autre part, avec ce même argent, les pays pauvres achèteraient les produits américains. On ne prêtait en effet que contre des garanties commerciales.

La combinaison était heureuse. Le machinisme américain connut une ère de prospérité inouïe, entre 1914 et 1928. Plus on allait, plus le mouvement s'accélérait. La spéculation, devançant les bénéfices escomptés dans l'avenir, rendait plus désordonnés encore les bonds en avant de la production grisée de ses victoires.

Il est difficile de calculer le montant des sommes prêtées ainsi aux pays étrangers. M. Roz nous apprend qu'en 1925 le total atteignait déjà 350 milliards de francs, et qu'après cette date les Etats-Unis se mirent à prêter 2 milliards de dollars par an. Le gouvernement de Washington encourageait cette politique, loin de freiner sur la marche à l'abîme. On verra tout à l'heure que la responsabilité des hommes d'Etat américains fut énorme. Le résultat est en partie sous nos yeux : nous disons « en partie », car nous ne savons pas encore à quoi tout cela aboutira.

Comment s'est produite la catastrophe ? On l'a dit déjà ici à maintes reprises. Les vides occasionnés par la guerre se sont comblés ; cela était à prévoir. L'agriculture européenne a été très vite remise en marche. L'industrie a suivi la reconstitution de l'agriculture. Les crédits accordés par les Etats-Unis ont servi à faciliter le rééquipement des pays dont l'Amérique entendait faire sa clientèle, comme pour les assujettir à une perpétuelle minorité économique. Les Etats-Unis avaient profité des années favorables pour établir de très hauts salaires, donnant un pouvoir d'achat de plus en plus grand à l'armée des ouvriers. Quand se firent sentir les premiers symptômes de la concurrence européenne, les usines d'Amérique intensifièrent le machinisme et le nombre des ouvriers diminua, sans que les salaires eussent baissé. Pour fermer le marché intérieur des Etats-Unis aux produits étrangers, le parti républicain, qui était au pouvoir, inaugura la politique des hauts tarifs douaniers et provoqua des représailles de la part des concurrents. Plus on avançait, plus le « système » se disloquait. Le stockage devenait inquiétant. Il fallut finalement se rendre à l'évidence. On avait surproduit ; on ne vendait plus. L'alarme était donnée par la Fédération américaine du Travail ; mais le gouvernement démentait les pronostics fâcheux, l'optimisme était de rigueur à Washington. Ce fut la course effrénée au gouffre béant. Il fallut la chute des banques par milliers, la clameur montante des agriculteurs ruinés, l'effondrement des cours de la Bourse, pour ouvrir les yeux des plus aveugles, c'est-à-dire des dirigeants de la Maison-Blanche !

II

Tout de même, il y a ici des choses que nous avons peine à comprendre : par exemple, la ruine des agriculteurs entraînant la chute des banques. Chez nous, en ce moment, la situation du paysan n'est guère brillante : il vend à bas prix et il achète cher. C'est lui qui nourrit le monde et c'est lui, en apparence, qui est le moins favorisé de la société moderne. Mais, pour se consoler, il peut toujours se dire que la terre est là, qu'elle ne lui manquera pas, et donc il sait encore accepter une privation et attendre sa revanche en des jours meilleurs. Il a dans le sang ce que l'on pourrait appeler « la politique du bas de laine, » c'est-à-dire la tenace volonté de proportionner ses dépenses à ses capacités, et de maintenir au-dessus de ses besoins le principe des petites économies journalières.

Mais ce paysan-là, formé par des siècles de christianisme, n'existe pas aux Etats-Unis. Comme le dit ici M. Roz,

> « les Etats-Unis sont un pays où il n'y a point de paysans. Une exploitation agricole marche comme une usine, avec un chef d'industrie, des machines, des ouvriers. Elle est organisée pour les gros rendements, avec l'appui bancaire. Et là aussi l'excédent disponible des bénéfices est employé à perfectionner l'outillage pour augmenter le rendement ou à étendre l'exploitation. Qu'il y ait une mauvaise récolte ou au contraire excès d'abondance, et, par conséquent, baisse des prix, l'affaire cesse d'être rémunératrice, le cultivateur se trouve endetté. En temps normal, les bénéfices de l'année suivante rétablissent l'équilibre. Mais si les circonstances défavorables se reproduisent, si les embarras se prolongent, c'est l'aggravation de la dette pour le fermier, le chômage pour les ouvriers agricoles : tout le système est bloqué, et il aggrave à son tour le blocage du système général dont il est une pièce maîtresse, car le pouvoir d'achat de plusieurs millions d'hommes se trouve diminué, les banques créancières ne peuvent faire rentrer leurs fonds, la Bourse baisse, la crise, en un mot, s'accentue et se généralise, comme nous le voyons aujourd'hui. »

Retenons ceci : les Etats-Unis sont un pays sans paysans ! Cela est toute une révélation. La paysannerie n'est pas seulement un état, c'est une mentalité. Le paysan, que l'on accuse parfois d'être âpre au gain, est en réalité la base de notre édifice économique. Parce qu'il sait limiter ses achats, il contraint l'industrie à une certaine prudence. Il ne se laisse pas toucher par les mensonges de la publicité, ce charlatanisme affolant de notre industrialisme. Il tâte dans sa poche l'écu dont il dispose, avant de se décider à une dépense même utile. Allez au fond de cette menta-

lité : vous y trouverez les traces, souvent inconscientes mais toujours visibles, des vertus ancestrales, qui furent originellement des vertus conscientes et parfois héroïques, des vertus engendrées par le christianisme, celles-là mêmes que nous avons énumérées : patience, résignation, acceptation de la volonté de Dieu sous toutes ses manifestations diverses, courage persévérant dans l'accomplissement d'une tâche ingrate, espoir des magnifiques compensations promises par Dieu à ses élus.

Le paysan chrétien est le gardien de notre vieil édifice social. C'est son gain disponible qui devrait régler la production industrielle. C'est la modeste et tranquille aisance dont il se contente, sans y mettre toute son âme, qui devrait être la norme de cette *mediocritas aurea* dans laquelle même un auteur païen tel qu'Horace plaçait la condition du vrai bonheur de cette vie.

Or, les Etats-Unis avec leurs 120 millions d'habitants ne connaissent point et n'ont jamais connu ce paysan-là. L'agriculteur de là-bas est un chef d'usine comme les autres, mais plus mal placé que les autres, parce que le produit qu'il met sur le marché ne peut pas être consommé à l'infini, limité qu'il est par la capacité stomacale de l'ensemble des hommes.

D'autre part, cet agriculteur des Etats-Unis a lié son sort de la façon la plus étroite à celui de la banque voisine. Et ceci est un autre aspect de la situation aux Etats-Unis.

Chez nous, le paysan ignore la banque. Il se méfie d'elle, ne lui porte pas ses économies, n'a presque aucun rapport avec elle, il ne viendrait à l'idée d'aucun fermier de nos campagnes françaises de payer ses ouvriers par chèque. En Amérique, « les banques tiennent une place et jouent un rôle dont on ne pourrait trouver en Europe, ni surtout en France, l'équivalent, car nulle part dans nos vieux pays le crédit n'intervient dans de telles proportions. Les banques prêtent à l'industrie, au commerce, à l'agriculture. Elles ont en dépôt les fonds des agriculteurs, des commerçants, des particuliers, qui tous préfèrent aux réserves qu'on garde chez soi, le carnet de chèques avec lequel ils pourvoient à tous leurs besoins et règlent toutes leurs dépenses. »

La banque est donc un rouage de premier ordre dans la vie américaine. Tout le monde a sa banque ; tout le monde a son carnet de chèques. Le banquier est l'économe de tout le monde. A la formule du « bas de laine » se substitue la formule « bancaire ». Il est certain que c'est beaucoup plus « chic » : donner un chèque dépasse en élégance le geste d'extraire d'un porte-monnaie rudimentaire ou crasseux un billet qui ne l'est pas moins ! Mais là aussi le « système » perce. Il pousse à la dépense par la facilité. Un trait de plume : qu'est-ce que c'est que cela ? C'est si vite fait. La banque ne cesse, du reste, d'encourager ses clients à l'audace. Ce n'est que par l'accélération du mouvement des affaires qu'elle peut réaliser les bénéfices qui sont sa raison d'être. Mais « qu'un jour les avances cessent d'être remboursées, qu'il n'arrive plus de nouveaux dépôts et que les clients retirent ceux qu'ils ont à leur crédit, la situation des banques devient immédiatement intenable ; les plus faibles sautent les premières, toutes sont menacées, les meilleures se sentent en péril. C'est ce qui arriva au lendemain de l'entrée en fontions de M. Roosevelt. Il lui fallut réunir aussitôt le Congrès, demander des pouvoirs spéciaux, prendre des mesures d'urgence. La catastrophe immédiate fut évitée. La situation reste grave. »

Et M. Roz de conclure :

« Il apparaît donc assez clairement que la crise économique aux Etats-Unis, sous tous ses aspects, signifie une faillite du « système américain. » Ce système avait trouvé dans des circonstances exceptionnellement favorables des conditions non moins exceptionnelles de croissance et de succès. Puis les circonstances avaient changé, et ceux qui le dirigeaient n'avaient compris ni le changement, ni donc, — encore moins, — la nécessité d'une adaptation. La crise économique est sortie des circonstances nouvelles et aussi de l'incapacité des dirigeants à les comprendre et à y parer. »

Ces derniers mots sont durs pour des hommes dont tant de fois l'on nous a vanté la compétence technique, la documentation financière, la puissance de travail, les succès personnels dans toutes leurs entreprises. Que la critique des hommes d'Etat américains soit juste, c'est ce que l'on va voir. Mais ce que nous nous demandons, c'est la raison de cette « fermeture » d'esprit, si étrange chez des personnages de cette valeur et de cette importance !

III

C'est un fait certain que « les dirigeants n'ont pas compris que leur pays était arrivé à un tournant décisif de ses destinées, » et que « les présidents, en particulier, ont manqué à leur rôle traditionnel, qui est de voir plus clair et plus loin, et de guider le navire. »

Si Wilson a eu le mérite de comprendre qu'un peuple de 100 millions d'habitants ne peut plus se désintéresser des grandes affaires du monde, et qu'il a le devoir de coopérer à l'avènement de la justice et du droit dans l'univers, il n'a pas su se méfier de la tentation, — lui, ouvrier de la onzième heure, — de chercher à imposer ses vues personnelles, ses buts de guerre à lui, aux belligérants chargés de gloire et prompts à ressentir la moindre humiliation venant d'un compagnon de bataille. Ses exagérations, le caractère trop personnel de sa politique lui aliénèrent un grand nombre de ses propres partisans et exaspérèrent ses adversaires, qui réussirent à abattre son parti. Par réaction, l'Amérique revint à son isolement, c'est-à-dire à une attitude qui pouvait être bonne au temps de Washington, alors que la nation ne comptait que 4 millions d'habitants, mais qui devenait absurde et immorale un siècle plus tard.

De fait, cet isolement s'est révélé à la fois néfaste et impossible. Tout en affirmant qu'elle était absente des affaires européennes, l'Amérique a constamment été obligée d'être présente, grâce à l'artifice des « observateurs » sans pouvoirs diplomatiques qu'elle nous a envoyés. Et c'était la pire politique que l'on pût faire. Bien plus, tout en prétendant laisser les Européens régler seuls tous leurs différends, on a vu les hommes d'Etat américains, aux moments les plus critiques, adresser à la vieille Europe, à la façon d'un créancier sans entrailles, des messages qui ressemblaient aux plus brutales sommations :

« Ils nous avaient aidés à gagner la guerre : combien largement ils nous aidèrent à perdre la paix, à la perdre avec eux et par eux, comme nous l'avions gagnée ! Oui, avec eux d'abord, car ils l'ont bien perdue maintenant, et pour mesurer à quel point, il suffit de comparer leur état d'aujourd'hui, non pas même à la folle prospérité qui avait suivi la victoire, à la prospérité de 1920-1928, mais seulement à l'état antérieur, déjà si heureux, celui de 1914... La grande faute des dirigeants américains, leur erreur fondamentale, fut précisément de ne pas savoir ou de ne pas vouloir reconnaître ce que demandaient les circonstances et ce qu'imposait la force des choses. »

Après Wilson, on eut Harding, choisi, par les chefs du parti républicain, surtout parce que l'on voulait un instrument docile dont l'action, comme celle de Wilson, ne risquât pas de se mettre en contradiction avec le Congrès. Il fut si bien le jouet que l'on désirait que sa mort survint à temps pour éviter l'éclatement des pires scandales. Coolidge lui succéda d'office. Ce rigide puritain accepta de couvrir les scandales pour sauver le parti. Il y gagna d'être porté à la présidence, en novembre 1924, pour 4 ans. Lorsqu'il eut fini « son temps », il se retira avec prudence, au plus haut point d'une prospérité où il n'était pour rien et qu'il avait sans doute de bonnes raisons de croire extrêmement fragile.

« M. Hoover fut désigné pour lui succéder. Il venait de s'affirmer au ministère du Commerce comme le technicien de la production. A l'heure précise où se manifestait avec le plus de force la nécessité de lui imposer des freins, il ne paraissait préoccupé que de la stimuler. Depuis quatorze ans les Etats-Unis devaient à la surproduction leur prodigieuse prospérité. Les partisans de M. Hoover se bornèrent à déclarer qu'il allait l'accroître et qu'avec lui elle ne connaîtrait plus de limites. On avait distribué, en guise de bulletins de propagande, pendant la période électorale, des jetons qui portaient à l'avers son portrait et au revers : « Bon pour quatre années de prospérité. » Elu le 20 novembre 1928, le nouveau Président entrait en fonctions le 5 mars 1929. Au mois d'octobre de la même année, l'effondrement commençait. »

Il n'a cessé de s'aggraver depuis. Rarement la cécité d'un gouvernement s'est manifestée d'une façon plus accablante. Il est difficile de prévoir le verdict de l'histoire ; mais ce qu'elle ne pourra pas dire, c'est que ces hommes ont su lire dans l'avenir de leur peuple. Ils se sont conduits à la façon de chauffeurs maladroits qui appuient sur l'accélérateur, à la vue d'un obstacle, au lieu d'appuyer sur les freins !

M. Roz a raison d'écrire de la présidence de M. Hoover, — l'homme au moratoire :

« Cette présidence apparaît aujourd'hui comme l'une des périodes, comme la période peut-être où la grande République américaine fut le plus mal gouvernée. Tout n'était qu'incertitude et malaise dans la conduite du Président. Jusqu'au jour même où avait éclaté la crise de la Bourse, il en avait nié la possibilité. Quand elle fut déclarée, il ne sut rien faire pour l'atténuer ni pour la combattre. En vue de sauver les crédits « gelés » en Allemagne des banques américaines, il décréta, le 20 juin 1931, sans s'être concerté avec les nations intéressées, en particulier avec la France, le moratoire imprévu qui arrêtait net les paiements de l'Allemagne et laissait les créanciers de ce pays à découvert devant les échéances de leurs dettes envers l'Amérique. Ce fut l'origine des difficultés inextricables où se trouvent engagées aujourd'hui, vis-à-vis du créancier américain, la France et l'Angleterre. »

L'impopularité croissante de Hoover s'est révélée aux élections de novembre 1932, où son parti s'effondra devant la poussée démocratique. Franklin Roosevelt obtint 472 suffrages contre 59 ; il l'emporta dans 37 Etats sur 48.

Voilà à quoi aboutissait une politique d'égoïsme, qui ne voulait plus voir dans les grands problèmes internationaux que l'intérêt sordide, qui ne voulait plus envisager les grandes questions qui divisent l'humanité que sous l'angle de profits à réaliser !

Et cela nous conduit à considérer, à la suite de M. Roz, la « crise morale » qui fut à la base et à l'origine de la crise économique sans précédent qui sévit sur l'Amérique.

Les hommes d'Etat qui conduisaient l'Amérique n'ont su prêcher à leur peuple que l'*américanisme*. Ils auraient mieux fait de leur prêcher la « grande pénitence » dont nous a parlé si souvent M. Caillaux ! Mais le pouvaient-ils ? Leur incapacité de comprendre la vraie nature de la crise et d'y faire face n'était-elle point de nature religieuse ? Ne venait-elle pas de leur formation même ? N'était-elle point, pour ces calvinistes, ennemis de la théorie du *mérite*, une impuissance congénitale ?

IV

Demandons-nous de quoi est fait le fond religieux et moral de la nation américaine. Tout le monde sait que l'élément dominant est d'origine puritaine et calviniste. Les catholiques forment environ un sixième de la population, soit une vingtaine de millions sur plus de 120. Sur le reste de la population, on compte environ 60 millions d'individus sans aucune religion et à peu près sans autre moralité que celle de l'intérêt. Il reste une quarantaine de millions de protestants, de diverses dénominations, ayant toutes comme trait commun une certaine sévérité de principes moraux, héritée de Calvin à longue distance, et une tendance à imposer aux autres, de façon fort peu

discrète, les observances rigides d'un puritanisme de surface.

Les historiens font remarquer souvent que le calvinisme a favorisé l'essor commercial de l'Europe, qu'il a été la religion des peuples les plus adonnés au commerce, tels que les Hollandais et bon nombre d'Anglais ou d'Ecossais. Ils essaient d'établir un rapport entre la doctrine de Calvin, — faite d'un effroyable pessimisme personnel mué en optimisme imperturbable, au moyen du dogme de la prédestination, — et les succès incontestables des nations calvinistes dans le domaine commercial.

On pourrait se demander si ce calvinisme orgueilleux et méprisant n'a pas engendré plus de pharisaïsme que de véritable vertu. Quoi qu'il en soit, il est curieux de voir ce qu'est devenu le puritanisme américain, de nos jours. On nous assure que le calvinisme, en conférant à ses adeptes la mentalité d'*élus du Seigneur,* seuls bénis de lui, seuls méritant de réussir sur la terre, leur donnait un élan, une force, une rudesse d'activité qui ne connaissait aucun obstacle. Cette mentalité était éminemment propre à pousser à la production intensive, à l'audace dans les entreprises. C'était une sorte de *messianisme* conquérant : les prédestinés sont sûrs que Dieu est avec eux et qu'il leur ouvrira toutes les routes !

Pendant longtemps, cet état d'esprit a eu, extérieurement et dans le domaine temporel, les plus heureux résultats. Il fut de mode, à une époque, — il y a cinquante ans, cela se disait encore, — d'opposer l'essor de prospérité des nations protestantes à la stagnation des peuples catholiques.

Mais voici que le système se détruit lui-même. Du moment que l'on produit beaucoup, il faut beaucoup consommer. Pour favoriser l'écoulement des produits fabriqués, il faut exciter les désirs et aiguiser les besoins des acheteurs. Une intense publicité, qui n'a d'autre but que d'allécher la clientèle, de lui vanter les mille moyens que l'on a de satisfaire à ses moindres désirs, fait partie intégrante de la méthode générale de productivité acharnée qu'engendrait, dit-on, le calvinisme ou la mentalité issue de lui. Mais que devient le puritanisme, quand on accepte de satisfaire tous ses désirs, quand on part à la poursuite du confort et du bien-être sous toutes ses formes ? Il ne peut plus que se raccrocher à des observances brutales et isolées, telles que l'abstention d'alcool et de tout spiritueux ! D'une part donc, un abandon moral complet par la recherche systématique de l'argent et de tous les avantages matériels qu'il peut procurer, — une inflation de la matière, poussée à l'extrême, — et d'autre part, des prohibitions excessives qui tendent vers l'absurde quand elles sont pratiquées par les individus, et deviennent un véritable abus de pouvoir quand on prétend les imposer à tout un peuple !

C'est ce que M. Roz fait très bien ressortir à son tour. Son texte, sans partir des mêmes principes que le nôtre, aboutit aux mêmes constatations :

« A mesure que les Américains réussissaient, par un concours de circonstances exceptionnelles, à multiplier chez eux exagérément la richesse et à se hausser sur des cimes de prospérité où ils ne pourraient pas se maintenir, cette malsaine euphorie multipliait les besoins, aiguisait les appétits, exaspérait les convoitises, stimulait le goût déjà trop vif des gains faciles et de la spéculation. Une publicité agressive poussait à la dépense, que facilitait le crédit. Ainsi se développaient chaque jour davantage les tendances déjà trop accentuées d'un peuple entier vers le bien-être, le souci des intérêts matériels, la préférence donnée aux valeurs de cet ordre, la prédominance des forces économiques sur les forces spirituelles. Et voilà que les forces économiques fléchissaient, laissant voir derrière l'écroulement de leur façade et la crise politique qu'elle masquait, cette crise morale qui, finalement, commande tout le reste, comme l'esprit commande la matière, et nous donne en fin de compte l'explication, la raison de tout ce qui se produit dans l'ordre matériel.

Il y avait déjà un assez bon nombre d'années que les abus du système américain, ses conséquences morales et sociales, le caractère qu'il imprimait à la civilisation américaine, avaient suscité, parmi les Américains eux-mêmes, de vives critiques. Au parti-pris de moralité et d'optimisme qui avaient frappé à son empreinte toute la littérature, de jeunes écrivains commençaient à opposer le parti-pris contraire. Leurs aînés s'étaient constamment préoccupés d' « édifier », au double sens du mot qui signifie à la fois *construire* et *porter à la vertu par l'exemple*. Ils tenaient à se montrer « édifiants », parce qu'ils voulaient être édificateurs.

D'autres vinrent, aux environs de 1920, avec un autre dessein, qui semblait précisément de scandaliser, c'est-à-dire de surprendre et de réveiller par un choc la conscience nationale endormie et satisfaite. On sent chez eux, quelque différents qu'ils soient par ailleurs, une irritation et une révolte contre l'inertie — et le mensonge — d'une société à laquelle ils reprochent d'avoir vidé de leur contenu ses caractères essentiels et de s'immobiliser aujourd'hui dans le contentement d'elle-même. »

Ces nouveau-venus de la littérature américaine, ces révoltés, ces hommes que le masque de la vertu boursouflée et menteuse dégoûte, ont-ils raison ou tort ? M. Roz leur donne décidément raison, quand il ajoute :

« Le puritanisme n'est plus qu'une attitude conventionnelle dans un milieu où déferle, avec l'excès du bien-être et de la richesse, une véritable vague de paganisme. L'optimisme qui s'était montré une vertu quand il se tournait vers l'avenir, vers l'œuvre à faire, n'est plus qu'un contentement béat, aggravé d'orgueil, depuis qu'il a cessé d'être un aiguillon et se reporte sur l'œuvre accomplie, sur ses résultats présents, pour s'absorber dans leur contemplation. Le messianisme, qui était un acte de foi dans la « promesse » de la vie américaine, le rêve de la réaliser pleinement et d'en étendre au monde le bienfait, est devenu une outrecuidante prétention de régenter du dehors la vie internationale sans en partager les responsabilités. La civilisation américaine en est ainsi arrivée à un renversement des valeurs... »

C'est ce que sentent d'une façon aiguë la plupart des écrivains américains actuels. De là vient leur esprit de critique, de satire, de sarcasme contre la civilisation américaine. De là, aussi, une

condamnation non seulement des vices individuels et sociaux, mais du système américain lui-même, de l'esprit qui l'anime et des conceptions fondamentales sur lesquelles repose la vie du pays.

Et ce que M. Roz fait aussi remarquer avec justesse, c'est ce défi au bon sens que fut de la part du puritanisme en déroute sa manière de se raccrocher à un seul petit point : la prohibition de l'alcool. C'est bien toujours le calvinisme, qui prohibait le tric-trac ou le jeu de cartes et déchirait sans vergogne la robe sacrée du Christ en brisant l'unité religieuse de l'Occident !

M. Roz estime que la victoire du puritanisme dans cette question de l'alcool a été l'un des facteurs les plus puissants de l'actuelle démoralisation du pays.

Au lendemain de la guerre, le peuple américain se jetait avec frénésie dans la lourde débauche. C'était une sorte de revanche des souffrances de la guerre. Il devait y avoir une détente : c'était humain. Cette détente se produisit un peu partout. « Il s'y ajouta, aux Etats-Unis, plus qu'ailleurs, le stimulant et toutes les tentations de la prospérité, de la richesse. C'est à cette société détendue, ivre de bien-être, épanouie dans l'ardeur et la joie de vivre, que l'on résolut d'imposer soudain, par décret, une insupportable contrainte. »

Le résultat fut ce que l'on devait attendre. Les puritains n'étaient qu'une influente minorité. Ils étaient en possession de la machine à fabriquer les lois. Dans aucun pays la Loi n'était plus religieusement respectée : on tenait ce respect-là aussi de Calvin. Mais lorsque la Loi prétendit comprimer les besoins ou les désirs d'un peuple entier qui avait pris l'habitude de se payer tout ce qu'il désirait et à qui on prêchait sur tous les tons qu'il ne devait se priver de rien afin de faire marcher l'industrie en accélérant la consommation, la révolte contre la tyrannie de la Loi ne fut pas longue à se produire :

« Comme la loi était la loi, il n'y avait plus, pour ceux qui étaient chargés de l'appliquer, qu'à en assurer l'exécution par tous les moyens, pour ceux qui ne voulaient pas l'accepter, qu'à inventer sans cesse de nouveaux moyens de la violer. Dans le pays où la légalité inspirait plus de respect peut-être que partout ailleurs, cela devint un jeu, un sport, d'échapper à ses prises, de se dérober à ses obligations. On prit l'habitude de la fraude et l'on en prit le goût. La jeunesse se passionna pour elle comme pour un sport. L'alcool prit l'attrait du fruit défendu. Une abominable industrie se développa, celle des *gangsters,* c'est-à-dire des contrebandiers qui le procuraient à n'importe quel prix et s'enrichissaient scandaleusement aux dépens des consommateurs, au mépris de la loi, — avec la complicité de membres du gouvernement. »

En vérité, rarement le puritanisme a été plus mal inspiré, plus absurde, plus hypocrite, plus répugnant que dans toute cette affaire de la « prohibition ». Et encore maintenant son obstination est si forte, sa résistance à la pression de l'opinion si tenace, que le nouveau régime amené au pouvoir par les élections n'a pu encore autoriser que la bière ne dépassant pas 3 degrés 1/2 d'alcool ! Le puritain n'a jamais pu comprendre cette vérité d'expérience élémentaire que l'on ne combat l'usage des spiritueux que par les boissons saines comme le vin, la bière, le cidre, etc. Le régime de la prohibition agonise, mais il se défend encore, et il aura duré au moins 15 ans !

L'article de M. Roz se termine par un paragraphe intitulé « le Pilote à la barre. »

Le pilote, c'est M. Roosevelt. Il représente le parti démocrate, contre le parti républicain ; c'est donc un homme de gauche. Mais contrairement à ce qui a lieu en France, cet homme de gauche est l'allié des catholiques. M. Roosevelt a une tâche formidable à accomplir. La grosse difficulté qu'il aura à résoudre, ce sera d'éclairer son peuple. Nous avons essayé de faire voir qu'il s'agit, dans la crise dont souffre l'Amérique, d'un système, d'une conception du monde et de la vie, d'une morale et d'une philosophie. Or, tout cela est devenu, par une longue accoutumance et par une sorte de « mystique nationale », congénital au peuple américain, absolument comme la guerre à la religion est devenue un réflexe mécanique et irraisonné chez nos politiciens de gauche, avec qui nous aurions tant de raisons de collaborer, s'ils n'étaient aveuglés par les plus tristes préjugés ! C'est tout un monde à soulever qui s'offre aux muscles de la volonté et de l'intelligence du nouveau Président des Etats-Unis.

Qu'il soit capable d'apercevoir nettement et l'étendue et la nature précise de sa mission, c'est ce que nous admettrons jusqu'à plus ample informé. Qu'il soit de taille à résoudre de si hauts problèmes, qu'il y ait, dans toute l'Amérique, un seul homme qui puisse le faire, c'est ce que l'on peut se demander. Nous sommes arrivés à un carrefour où il se pose plus de points d'interrogation devant les hommes d'Etat qu'ils ne peuvent fournir de solutions, où les peuples, qui ont mis leur confiance en eux, doivent attendre d'eux, étant données les promesses qu'ils n'ont pas craint de prodiguer pour se faire élire, de véritables miracles. Ce ne sont pas des hommes d'Etat ignorants, boursouflés, bornés et pédants tels que sont la plupart de ceux qui obtiennent les suffrages de nos démocraties modernes, qu'il nous faudrait, mais des prophètes, des génies, des sages, des saints !

On trouve des hommes d'action et d'autorité, on trouve des rhéteurs et des charlatans, on trouve des volontés impérieuses et énergiques, — des Staline, Hitler, Mussolini, Mac-Donald, Daladier, etc. — Ces hommes se ressemblent par plus d'un caractère. Nous sommes convaincus que ceux-là seuls, parmi eux, arriveront à des résultats bienfaisants pour leurs peuples, qui sauront mettre dans la balance le poids des enseignements et de la force morale que représente l'Eglise catholique. Justement leur attitude à ce sujet les oppose les

uns aux autres. L'avenir dira quels auront été, dans leurs rangs, les hommes clairvoyants et quels furent les aveugles.

Ce que l'on peut dire à la louange de M. Roosevelt, c'est qu'il comprend parfaitement la gravité de l'heure, qu'il s'efforce de parler à son peuple et de lui faire voir la nécessité d'un grand et tenace effort de redressement, qu'il emploie tous les moyens que lui offre la technique moderne — le livre, le journal, la radio, — pour agir sur l'opinion et la modifier dans le sens qu'exigent ses projets d'avenir.

Il a publié un ouvrage intitulé : *Looking forward,* « Regards en avant, » où il préconise l'action d'un gouvernement dégagé de toute politique de partis et ne cherchant que l'intérêt général de la nation. Il doit aller plus loin encore et comprendre que l'intérêt américain est solidaire de l'intérêt humain universel. Je trouve que la plus grosse difficulté pour les hommes d'Etat, au temps où nous sommes, est de s'élever à cette conception supranationale, sans sacrifier toutefois l'intérêt national. L'histoire du monde franchit une nouvelle étape sous nos yeux. Elle n'a pas encore créé l'organe qui lui serait nécessaire pour le faire. Il y a interdépendance rigoureuse entre toutes les forces économiques qui travaillent dans tous les pays du monde. La façon de cultiver le blé au Canada intéresse le paysan du Bourbonnais ou de la Beauce, sans que souvent il s'en doute. La vie économique est suspendue à une question de prix, et les prix sont conditionnés par la production. Il faudrait une rationalisation universelle, une redistribution générale de la propriété et des producteurs, un retour des chômeurs de la ville à la campagne et une division des terres agricoles entre les hommes chargés de les cultiver. Or, tout cela est manifestement utopique. L'humanité n'est pas une caserne. Il faudrait que le libre jeu des facultés humaines amenât chaque individu à chercher et à trouver la place qui lui convient dans la société économique. Cela est d'autant moins impossible qu'un très grand nombre des rouages de la vie économique sont à peu près interchangeables. Le principe de solution serait donc le développement de la sagesse, de la modération dans les désirs, de la prudence, de la patience, de la persévérance, de l'activité ordonnée chez les individus. Et tout cela ne peut s'obtenir que par un renforcement des valeurs spirituelles. Tant que nous n'en viendrons pas à la déflation de la matière et à la revalorisation de l'esprit, tant que nous n'abandonnerons pas, gisantes au bord de la route, les vaines idoles du Progrès, de la Technique, de la Science, de l'Argent, et que nous ne traiterons pas toutes ces fausses divinités en esclaves qui ne doivent plus ni nous décevoir, ni nous asservir, mais nous servir, tant que nous ne reviendrons pas à l'antique Evangile, nous ne serons pas encore dans le chemin de la guérison.

M. Roosevelt semble deviner tout cela et le laisser entendre lorsqu'il écrit : « Ce n'est pas une petite affaire de réaliser un bon gouvernement, mais une tâche de longue haleine et qui ne s'accomplit qu'avec lenteur. Le gouvernement comprend l'art de formuler des vues politiques et d'utiliser la technique politique pour les réaliser dans toute la mesure où elles recevront l'appui général ; c'est l'art de persuader, de diriger, l'art des sacrifices parfois et toujours celui d'enseigner, parce que le plus grand devoir de la politique c'est son rôle éducateur. »

Ce sont là de grandes et nobles paroles. Mais en face de l'homme d'Etat conscient de ses devoirs, il y a une masse de préjugés, d'ignorance, de mauvaise foi même, il y a des coalitions d'intérêts ou de routines à détruire : *Mens agitat molem !* Combien devrait trembler l'homme d'Etat qui comprendrait vraiment son rôle et saurait voir les répercussions de ses actes jusque dans l'éternité !

V

D'Amérique, transportons-nous en Italie. Il se passe là-bas, depuis dix ans, une expérience étonnante et que tout l'univers considère avec attention, étonnement, dédain ou admiration.

M. Mussolini avait trouvé l'Italie fort mal en point. Il a employé, pour la remettre en bon état, des méthodes que nos théoriciens de la démocratie ne peuvent pas digérer, parce que leur dogme leur paraît plus important que la santé d'un peuple. Il a recouru, d'une part, à un principe d'action qui n'est autre que le principe d'autorité, d'autre part, à l'aide morale de l'Eglise catholique. Le principe d'autorité, il l'a fait accepter par un recours constant, sinon au vote, qui est si souvent truqué, du moins à l'opinion, qui est chose changeante et que l'homme d'Etat doit savoir façonner au jour le jour. Philosophiquement parlant, l'autorité de Mussolini n'est pas moins démocratique que celle de nos parlements français élus sous le signe du mandat non-impératif. Il s'est imposé à son parti par son intelligence et son énergie, et son parti s'est imposé au pays tout entier, — mieux que cela, a fini par être le pays tout entier. — A raisonner de cela, sans s'arrêter aux chinoiseries électorales, qui ne sont trop souvent que d'infâmes plaisanteries, on ne voit pas comment on refuserait au régime mussolinien le titre de régime démocratique ! Que le Duce ait compris l'importance des facteurs moraux, qu'il ait fort bien vu qu'il ne pouvait rien de grand ni de durable sans la religion ancestrale, qu'il ait capté les énergies de cette religion, au moyen d'un Concordat régulier avec la papauté, tout cela ne prouve rien contre le caractère démocratique de son gouvernement ; tout cela prouve au contraire qu'il a le respect de l'âme de son peuple, tandis que nos démocrates français ont prouvé leur esprit césarien et tyrannique en faisant tout au monde pour arracher à leurs concitoyens leurs convictions les plus vénérables et les plus bienfaisantes.

Essayons donc de comprendre l'Italie, de la voir en action, de juger avec sagesse ce qui se passe

chez elle. Un article récent de M. Pierre Lyautey, dans la *Revue hebdomadaire* du 22 juillet, va nous y aider. L'article est intitulé simplement : *France et Italie*.

M. Lyautey ne veut être qu'un observateur exact et impartial. Il a visité Rome à Pâques dernières. Il a été enthousiasmé :

« A Pâques, écrit-il, l'Italie était frémissante. Je quittais une Europe lasse et inquiète, sceptique et réfrigérée, pour trouver une exaltation raisonnée et une fière activité. Quel viril spectacle ! Trains bondés, doublés ou triplés, qui descendaient tout un monde d'ouvriers ou de bourgeois venus pour voir le Pape et la Rome des Césars, peut-être encore davantage curieux de visiter un pays gouverné. Routes encombrées d'automobiles et d'autocars. »

A l'occasion du dixième anniversaire de la Révolution fasciste, Mussolini a organisé une Exposition formidable, qui retrace toute l'histoire du régime. Elle rappelle le drame de la guerre, puis les déceptions d'après-guerre, les abandons moraux, la puissante réaction du fascisme, le grand réveil national, la marche sur Rome, le vol joyeux des légions.

Or, cette Exposition, c'est la vie même de la nation à l'heure actuelle :

« Les faits ont souri au régime. A l'intérieur, la patrie a tenu, pendant la crise universelle, car sa monnaie est intacte. Elle a même, pendant la tourmente, équipé des compagnies de navigation qui battent vers Shanghaï les records de la vitesse et s'apprêtent à bondir vers le Pacifique. Elle a créé de nouvelles lignes aériennes et j'ai entendu des évêques me chanter les joies des voyages en avion avec l'enthousiasme des héros de l'*Enéide*. Ces prélats connaissent toutes les nuées de l'Adriatique et tous les courants d'air de l'Hellade. A l'extérieur, l'Italie s'est imposée. Les pays d'Europe, las du désarroi parlementaire, des bavardages et des palabres, en viennent tous au désir d'être gouvernés. C'est un fait. L'opinion romaine le constate. La presse donne alors à la masse, chaque matin, des fiertés nouvelles : victoire cycliste là, nautique ici, succès colonial ailleurs. ...Et tout un peuple déambule dans la vie, le regard droit, le front haut, sachant où il va. Il est suivi d'une jeunesse disciplinée dès l'enfance : décades de petites filles en blouse blanche, qui chantent dans des jardinets ; centuries de garçons qui s'entraînent le muscle et l'énergie. »

La coïncidence heureuse entre les fêtes du Centenaire de la Rédemption et celles de l'Exposition fasciste a servi à souligner l'harmonie qui existe désormais entre les deux pouvoirs. Le pape est Roi, en son domaine restreint mais d'une richesse de gloire incomparable. Mussolini est maître dans Rome, et il ne l'est pas seulement en vertu des usurpations des légistes qui confondent le fait avec le droit : il l'est par suite d'un traité bien en règle avec la papauté. Rien ne s'oppose plus à la fusion des deux mondes : les noirs et les blancs. Dans Saint-Pierre du Vatican, le pape est acclamé à outrance par une foule qui ne se lasse point de redire le cri d'amour : « *Evviva il Papa ! Evviva il Papa !* »

Ne nous arrêtons pas aux solennités religieuses. M. Lyautey les a vues et les décrit avec bonheur. Il sait surtout bien rendre la couleur, et ici tout le monde sait qu'elle est particulièrement vive et cependant harmonieuse. Passons à l'action diplomatique italienne, à ce Pacte à Quatre qui a été si souvent aperçu dans nos colonnes de journaux et auquel beaucoup d'entre nous n'ont encore rien compris.

Ce Pacte à Quatre fut essentiellement, nous dit M. Lyautey, une idée de Mussolini. Ce n'était pas tant son contenu qui importait que le fait de grouper, à son occasion, un certain nombre de Puissances autour du Premier italien. Ce fut un succès initial que de faire venir M. Mac-Donald à Rome. Notre ambassadeur, M. de Jouvenel, a mis aussi dans sa tête de réconcilier la France de gauche, — en dépit de son démocratisme farouche, — avec l'Italie mussolinienne. Cela est également une victoire de prestige pour le régime fasciste. Les nations aiment à être recherchées : il y a en elles quelque chose de féminin. De ces premières conversations mystérieuses et audacieuses entre Mussolini et Mac-Donald d'une part, de Jouvenel et Mussolini d'autre part, sort un premier projet de Pacte à Quatre. Le texte est rédigé le 18 mars. Quand il est livré au public, la première impression est chez nous franchement mauvaise. Il nous semble que nous allons à un guet-apens. La France, en tête à tête avec l'Italie, l'Angleterre et l'Allemagne, sera enchaînée, ligotée, compromise. Ses amies, les petites nations de l'Est et des Balkans, vont être surprises, scandalisées, choquées, heurtées. Le plan de Mussolini apparaît comme une incarnation dangereuse du révisionnisme. Sans doute les traités ne sont pas parfaits ; mais comment y toucher sans que toute l'Europe ne soit dans l'émoi et l'inquiétude ? Est-ce au moment où la misère et le chômage s'abattent sur le monde et où s'aiguisent les rancunes, les appétits, les illusoires convoitises des peuples, qu'il convient de soulever de tels problèmes ?

L'opinion française se cabre contre cette pensée. Dans un Pacte à Quatre, elle se voit seule en face de trois partenaires qui pourraient se liguer contre elle ; c'est une vraie souricière que l'on place devant elle. Et puis, de tous les coins de l'Europe lui arrivent des protestations et des supplications. A vrai dire, cette émotion même sera instructive. Elle servira à préciser le rôle de la France dans l'Europe actuelle. Si la France fléchit, un bloc de 80 millions d'habitants à l'est de l'Europe se met à trembler. La Roumanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie ont des droits ; de ces droits, elles aiment à considérer la France comme la noble et sûre gardienne ; elles comptent sur elle. M. Titulesco viendra le dire à la France, dès que le premier projet de Pacte à Quatre sera connu. D'autre part, les événements d'Allemagne, les outrances du nazisme, les provocations de Kehl, les paroles lancées contre les traités dans les discours dont retentit l'Allemagne, mettent la France en défiance et tout cela s'oppose à ce que le fameux

Pacte soit signé. A partir de la mi-avril, on pouvait croire qu'il était enterré.

Mais à Rome on ne se décourage pas. La presse obéit à un mot d'ordre très rigoureux. Tout se suit logiquement. Et en attendant que les occasions opportunes se représentent, on s'attache aux problèmes permanents, on engage la bataille du blé, la bataille de l'usine, la bataille de la lire. Dans l'instabilité dont souffre tout l'univers, l'Italie donne l'exemple d'une courageuse et fervente discipline. Il apparaît ainsi que la démocratie relâchée et dispendieuse à la française ne convient qu'aux pays riches et qui peuvent s'offrir du désordre et de l'anarchie, tandis qu'un pays pauvre, mais bien conduit et acceptant de l'être, peut traverser les crises les plus dures sans subir de trop lourds dommages et même en remportant de véritables victoires.

Voyez l'Italie. Le problème qu'elle avait à résoudre était le plus difficile que l'on pût imaginer. Il s'agit de faire vivre une population de 40 millions d'hommes sur un sol pauvre et dépourvu de matières premières. La bataille du blé a déjà donné quelques résultats. On a défriché. On a créé des lots de colonisation. On a mis à la terre des hommes qui encombraient les villes de leur paresse et de leur mendicité. On a tâché de procurer des crédits aux fermiers. Par ailleurs, les travaux publics se multiplient. On construit des autostrades, des routes, des aérodromes. Les plans se dressent pour les grandes entreprises de demain. Il est question de faire un port à Ostie, de rendre le Tibre navigable. On projette des canaux. On emploie les chômeurs à transformer le vieux sol italien et romain.

Mais comme l'univers est en crise, la production italienne souffre elle aussi de la stagnation générale. Le budget est en déficit. Comment fera-t-on pour maintenir la lire en péril ?

« C'est alors qu'intervient la mystique nationale. Ailleurs, en Europe, les capitaux chôment, les bourgeois thésaurisent, les possédants se disputent le métal et un nouveau commerce s'institue : celui des monnaies et des lingots. Les coffres-forts et les cachettes s'emplissent d'or, sous toutes les formes possibles. Ici, en Italie, il n'est pas de thésaurisation. Avec hardiesse, il faut le reconnaître, on crée un Institut pour la reconstitution industrielle. Dès 1931, l'Institut mobilier italien avait déjà été fondé pour venir en aide, par des prêts de durée de dix années, aux besoins courants des entreprises. Mais l'Institut de reconstitution répond à une conception de plus large envergure. On le divise, en janvier dernier, en deux sections : l'une, celle de la démobilisation, reprend la tâche qui revenait auparavant à l'Institut de liquidation. Le gouvernement use de son autorité pour procéder à des sélections, pour imposer des choix, pour désigner les entreprises qui doivent disparaître et celles qui peuvent demeurer. Cette sélection voulue est une mission délicate, mais qui est poursuivie avec vigueur. L'autre section s'appelle celle du financement. C'est elle qui favorisera la création de nouvelles sociétés reconnues nécessaires. Elle travaille dans l'espace et dans le temps par des prêts de vingt années [1]. »

Les Italiens sont donc arrivés à une sorte d'*économie dirigée* qui n'est pas sans analogie extérieure avec l'impérialisme économique des Soviets, mais qui procède de principes radicalement différents et qui maintient tous les droits des individus en face de l'omnipotence de l'Etat.

On comprend que par-dessus tout ce mouvement impliquant des choix, des décisions difficiles, et suscitant jusqu'au sein du ministère plus d'une discussion, il faut une volonté forte et irrésistible. Or, cette volonté, elle existe : c'est celle de Mussolini. Et cet homme a su transmettre une part de son énergie à tout son peuple. Les observateurs ne reconnaissent plus le caractère légendaire de cette race. Pierre Lyautey écrit :

« Adieu les flâneries d'antan. Des masses d'hommes et de femmes se rendent au travail, le regard haut. La foule laisse une impression de virile ardeur. Tous ceux qui se sont rendus en Italie à Pâques apportent un témoignage unanime lorsqu'on leur demande ce qui les a le plus frappés. « La physionomie ardente et résolue de la foule », répondent-ils, et ils ajoutent : « Ce peuple sait où il va ».

A côté de la bataille du blé ou de l'usine, il y a la bataille de la lire, sans laquelle les deux autres ne seraient même pas possibles. Il est vrai que l'Italie bénéficie ici de conditions favorables que le franc ou le dollar n'ont pas. La lire circule peu. Elle n'a jamais été lancée dans les grands courants de la spéculation si prompts à engloutir une monnaie qui fléchit si peu que ce soit. L'Italie s'est constituée en économie fermée. Le contrôle de l'Etat a été possible, parce que les dépôts de lires au dehors étaient restreints. Depuis la stabilisation de 1927, par un effort continu, l'Italie s'est isolée financièrement; elle pratique le système du vase clos. C'est ce qui explique la stabilité de sa monnaie. Les mouvements du change ont été surveillés, les déplacements de lires sévèrement contrôlés, tout transfert de lires a dû répondre à un transfert de marchandises. Les Etats-Unis avaient beaucoup investi en Italie ; peu à peu, la lire a expulsé le dollar, le capital national s'est ressaisi et il a reconquis les majorités nécessaires dans toutes ses entreprises.

Conclusion à méditer : « Economie financière fermée, l'Italie peut ainsi assurer sa stabilité monétaire, si remarquable pendant la crise, et c'est sur cette base qu'elle peut poursuivre un programme qui tient du paradoxe. Le financement du labeur national a les apparences d'un mystère. En fait il s'explique par une volonté collective qui s'exerce dans un cercle jalousement gardé. »

Quand nous sommes surpris de la solidité de la monnaie italienne, il faut recourir, pour l'expliquer, au régime de discipline que ce pays a su se donner ou accepter.

[1] L'Institut de reconstitution dont il vient d'être question a déjà, en 1932, créé environ 2.000 sociétés nouvelles et prêté 1 100 millions de lires. Il a subventionné d'autres sociétés. Par contre, il en a liquidé environ 1.200, ayant un capital de 2 milliards. Cet institut travaille en étroite liaison avec la Caisse des dépôts et prêts, les Caisses d'assurances sociales, l'Institut national d'assurances.

VI

Mais pendant que l'Italie profitait de sa forte organisation politique pour éviter les plus graves inconvénients de la crise mondiale, elle n'oubliait pas les desseins qu'elle avait formés dans le domaine diplomatique extérieur. Le Pacte à Quatre était en sommeil ; il devenait nécessaire de le réveiller. Ce Pacte faisait partie du plan de reconstitution économique. Il faut la paix à l'Italie, pour arriver à ce degré de vigueur économique qu'elle désire. D'une part, en effet, le prestige du régime fasciste à l'intérieur exige des succès à l'extérieur. Mais il serait puéril de s'en tenir à cette explication superficielle. L'Italien actuel est hanté par son histoire ; il est tout pénétré du sentiment de la grandeur romaine que suivit une lamentable décadence ; il entend faire revivre la première et effacer le souvenir de la seconde. Il veut être grand et tenu pour tel. Il a gardé de la guerre une certaine humiliation, provenant de ce que, dans les traités de paix, on l'a bien mis sans doute au rang des « *big,* » — comme disaient les Anglais, — des « gros, » mais pas toujours et pas avec toute la révérence nécessaire. On lui a imposé les solutions quand il ne les acceptait pas. Mussolini veut un redressement. Il rêve de faire de Rome le centre de la politique universelle [1].

Le plan mussolinien répondait donc à la fois à un besoin du régime fasciste et à un besoin de la psychologie italienne.

La France l'a enfin compris. Elle y a mis le temps. M. Lyautey fait ici, à l'adresse de nos méthodes diplomatiques, quelques réflexions où il y a bien de la vérité :

« Il faut bien se rendre compte, écrit-il, que les Français de gouvernement ont, depuis un quart de siècle, un genre « professoral » qui ne répond pas du tout à notre bon garçonnisme français. Ecoutez un politique et vous croyez toujours l'entendre faire un cours. Il n'écoute pas. Il pérore. L'étranger est un élève qui n'a qu'à admirer sa science démocratique. Il faut reconnaître que ce genre « donneur de leçon » de la République des professeurs, — car à la République des avocats a succédé la République des professeurs, — est particulièrement odieux. L'attitude de nos délégations à Genève nous a valu des inimitiés farouches. Nos hommes d'Etat ont trop plaisanté, trop ironisé. Ce qui est charmant dans un cabaret de Paris est déplacé en Europe. Un bon mot fait toujours une victime et la victime est désobligée pour la vie. La fameuse légende de l'hégémonie française est née des sarcasmes de nos ténors. Nos hommes d'Etat se sont le plus souvent conduits tantôt en pions, tantôt en ironistes cruels. Toute l'Europe s'élève aujourd'hui contre ces procédures dont la France, la paisible et charmante France n'a pas eu connaissance. Mais il faut que l'opinion française sache que ses représentants mandatés se sont rendus particulièrement insupportables avec leurs mots et leurs prétentions. »

Cela est d'autant plus regrettable que nos querelles de partis à partis enlèvent souvent toute continuité à notre action, et que nous en venons à ne plus être que des « phraseurs » dont les paroles, en vertu de l'anarchie de notre régime, ne sont suivies d'aucun résultat !

On pourrait trouver bien sévère le jugement de M. Lyautey, mais il nous fait cette confidence : « Comme j'ai entendu reprocher aux Français de gouvernement les mêmes faits en Egypte, aux Indes, en Chine, au Japon, aux Etats-Unis, au Canada, dans le cours de cette année, le phénomène est donc général et grave. »

Pour être juste, il convient d'ajouter que si nos hommes d'Etat avaient des torts, les hommes d'Etat italiens en avaient aussi envers nous. Les journaux italiens, dont nous savions l'inspiration secrète, se montraient régulièrement hargneux et malintentionnés à notre égard. Les faits étaient travestis ou déformés. Nous nous sentions jalousés, suspectés, critiqués, injuriés à propos de tout et de rien. Les politiciens italiens portaient dans les relations extérieures les façons de parler des luttes électorales. C'est ce que font également nos politiciens, mais les Italiens exagéraient en ce sens. Actuellement le ton a changé. Les hauts fonctionnaires fascistes se montrent plus sages ou plus modérés. La politique extérieure de l'Italie a beaucoup gagné en pondération. Il y a donc une atmosphère nouvelle dans nos rapports avec l'Italie.

Cela s'est traduit par une facilité relative des négociations autour du Pacte à Quatre. L'Italie a bien voulu comprendre nos raisons. Le document a conservé son titre, mais il a changé de contenu. Les objections formulées par la France ont peu à peu modifié la rédaction primitive, qui s'est infléchie d'une manière tellement considérable que nous avons pu y souscrire non seulement sans inconvénient, mais avec satisfaction. D'un piège qui nous était tendu, le Pacte à Quatre est devenu un acheminement vers le Pacte à Deux ! La France a été bien inspirée de ne pas décourager les intentions italiennes. La proposition française du 10 avril a servi de base aux négociations ultérieures. L'Allemagne a senti le péril et elle a envoyé en Italie, sous des prétextes divers, ses meilleurs orateurs : Gœhring, von Papen, pour plaider devant l'Italie les thèses anti-françaises. Cette concurrence était pour ainsi dire flatteuse pour le gouvernement italien, qui faisait figure d'arbitre suprême entre d'importants adversaires. L'Allemagne a fait suivre ses premières démarches d'un mémorandum âpre et touffu, en date du 24 avril. Les violences antijuives firent dans tout l'univers une si mauvaise impression que l'hitlérisme perdit du terrain en diplomatie, qu'il ne regagna qu'imparfaitement à la suite d'un discours célèbre de Hitler destiné à donner à l'Allemagne figure de nation essentiellement pacifique.

[1] **Nos lecteurs auront peut-être remarqué dans les journaux de la fin de juillet cette sorte de joie mal dissimulée avec laquelle le Duce a accueilli l'échec caractérisé de la Conférence de Londres, et les paroles par lesquelles il a fait ressortir que devant l'insuccès marqué de tous les Congrès diplomatiques le Pacte à Quatre, — cette chose bien italienne, — reste le seul gardien de la paix européenne et mondiale.**

C'est alors que M. Mussolini décide d'aboutir à tout prix. Il a expliqué lui-même à M. Pierre Lyautey ses intentions. Du moment que l'Allemagne se pose en amie de la paix, il convient de lui faire signer un Pacte qui consacrera la paix et n'admettra la révision des traités que sous les réserves déjà consacrées par les traités eux-mêmes. L'Italie aura alors un texte lui permettant d'agir sur l'Allemagne, dont elle est rapprochée par une communauté de « mystique politique. » Sans doute, entre Hitler et Mussolini, il y a des accointances, des sympathies, des affinités indéniables. Mais Hitler vise à l'annexion de l'Autriche et Mussolini ne veut à aucun prix de l'*Anschluss*. Il a donc besoin de la France pour contenir les appétits de l'Allemagne hitlérienne, et la France a besoin de lui pour agir sur Hitler en intermédiaire conciliant.

D'autre part, le Pacte à Quatre renforce la position intérieure de Mussolini. Le fascisme a toujours reproché à nos hommes de gauche de favoriser sourdement ou même ouvertement les puissances d'opposition au régime mussolinien : libéraux, francs-maçons, socialistes. Du moment que c'est un gouvernement de gauche, chez nous, qui a signé le Pacte, les adversaires politiques de Mussolini sont avertis qu'ils ne peuvent plus compter sur l'appui de nos partis de gauche.

D'autre part, la France considère que le fait d'avoir rassuré ses amis, d'avoir fait entrer dans la rédaction du Pacte les suggestions de M. Titulesco, porte-parole de la Petite Entente, est pour elle un véritable succès. Seule, la Pologne reste mécontente. Cela se comprend et c'est fâcheux à notre point de vue. La Pologne veut, elle aussi, être traitée en grande nation. Ici, on a disposé de questions l'intéressant au premier chef sans l'avoir consultée; elle en demeure blessée et nous avons le devoir de passer du baume sur cette plaie.

Au total, cependant, le Pacte à Quatre est une chose excellente. Nous n'avons aucun intérêt à être en mauvais termes avec l'Italie, et pour le bien du monde nous avons de très graves motifs de désirer une entente intime avec elle. Nous avons eu la joie de constater que les déclarations relatives au Pacte à Quatre furent accueillies avec transport au Sénat de Rome. Le nom de la France a été acclamé avec enthousiasme. Les deux sœurs latines semblent réconciliées. Mais il ne faut jamais perdre de vue le mot si fin de Mme Geoffrin : « Il ne faut pas laisser pousser l'herbe sur le chemin de l'amitié. » La sympathie est une chose qui demande à être soigneusement entretenue. Les résultats du Pacte à Quatre seront négatifs, si on ne se donne pas la peine de les développer. Le Pacte à Quatre doit être la Préface d'un Pacte à Deux, mais ce Pacte peut encore ne pas naître. Nous avons une liquidation générale à faire de tous nos menus désaccords avec notre voisine. Il faut faire en Italie ce que Delcassé réussit à faire en Angleterre, grâce à Cambon, en 1904. Nous avons en commun avec l'Italie une monnaie saine et solide, une civilisation, une tradition ancienne, un esprit issu du catholicisme. Si nos hommes d'Etat, par étroitesse de vues, par sectarisme anticlérical, ou pour tout autre motif, laissaient échapper cette occasion de lier avec l'Italie des relations cordiales et durables, ils la jetteraient définitivement dans les bras ou de l'Allemagne ou de l'Angleterre et nous serions de nouveau en grand péril.

On peut conclure que dans l'ensemble des événements qui se poursuivent et s'entrecroisent dans le monde, les races latines ont un grand rôle à jouer, du fait de leurs atavismes catholiques, à la fois résolus et modérés, aptes au travail et au sacrifice, en face des races anglo-saxonnes dont la philosophie implicite est en voie d'effondrement, comme on l'a dit au début de cette Causerie. A tous les points de vue donc, il y a un intérêt immense à ce que le rapprochement franco-italien se poursuive et s'achève !

VII

Pour terminer, nous emprunterons à un article intéressant de M. Wladimir d'Ormesson, intitulé *Perspectives allemandes*, dans la *Revue de Paris* du 15 juillet, quelques considérations sur les rapports entre l'hitlérisme et le catholicisme.

Disons tout de suite que plus d'un parmi nous a été déconcerté par la conclusion d'un Concordat entre Rome et Berlin, au moment même où, presque chaque jour, les journaux nous parlaient des brimades et des injustices perpétrées par le régime hitlérien contre les groupements catholiques en Allemagne. La signature de ce Concordat nous a en général profondément surpris. Nous en étions restés aux condamnations épiscopales frappant le nazisme, le présentant comme éminemment antichrétien. Nous étions confirmés dans ce sentiment par la brutalité de l'antisémitisme, puis de l'anticentrisme, si l'on peut ainsi dire, qui se développaient au sein du nazisme triomphant. Puis soudain nous avons entendu dire que le Concordat se négociait ; peu après, qu'il était en bonne voie ; enfin, qu'il était conclu ! Evidemment, il y a en tout cela une infinité de facteurs qui nous échappent. On saura plus tard l'histoire de cette signature. Cette histoire offrira peut-être des analogies avec celle du Concordat français de 1801. Contentons-nous de recueillir à ce sujet les réflexions d'un homme aussi averti que M. d'Ormesson.

Le problème des relations entre le nazisme et l'Eglise comporte pour lui deux aspects : un aspect doctrinal et un aspect politique. Au point de vue doctrinal,

« pas de doute possible, écrit-il, national-socialisme et christianisme sont incompatibles. Le national-socialisme est « païen ». Profondément nietzschéen (et qui a plus détesté le Christ que Nietzsche ?), il exalte toutes les notions antichrétiennes. Il est l'envers même de l'Evangile. La croix gammée est une anti-Croix. « *Los von Juda*

und los von Rom [1] », voilà le cri de ralliement des nazis. « La guerre par tous les moyens doit être déclarée par nous à l'empiétement de l'étranger dans notre culture. Nous nommons en première ligne la juiverie avec ses alliés, Rome et la franc-maçonnerie, » écrit Otto Strasser. »

Et cet homme n'est pas le seul. Tous les doctrinaires du parti : Gottfried Feder, Rosenberg, etc., sont du même avis et parlent le même langage. Ils s'évertuent à tourner le dogme en ridicule. Ils ne cessent de répéter, par une sorte de monstrueux aveuglement, que le premier postulat du relèvement de l'Allemagne est « l'exil du Crucifix. » L'un des articles du programme national-socialiste est la main-mise sur l'école et sa national-socialisation, par conséquent la fin des libertés religieuses en matière d'enseignement. C'étaient ces caractères violemment affirmés d'opposition radicale au christianisme qui avaient ému l'épiscopat [2].

Tout cela, nous l'avons déjà dit ici-même, à plusieurs reprises. Mais nous faisions aussi observer qu'il n'est pas nécessaire d'approuver la philosophie d'un parti ou d'un groupe quelconque pour faire avec ce parti ou ce groupe une alliance politique. La politique est faite de concessions. Elle est œuvre de relativité, elle se meut dans les contingences. L'Eglise n'aurait pas besoin de faire de Concordats, si elle n'avait à traiter qu'avec ses fidèles enfants. L'idée même de Concordat implique des dissentiments, qui ne sont le plus souvent que des oppositions de philosophies sinon explicites, du moins implicites. Quand le Centre était au pouvoir, avec Brüning, nous disions : Ce parti s'unit aux socialistes. Ce n'est pas le moins du monde qu'il approuve les thèses du marxisme. Il les condamne au contraire, mais il juge impossible de gouverner sans l'appoint de la Social-Demokratie. Or, ce sont là des choses qui peuvent changer. En 1930, et encore en 1931, le Centre est dans son ensemble antihitlérien. Dès 1932, il recherche au contraire l'alliance avec Hitler. Pourquoi ce changement ? Parce que les chefs du Centre se rendent compte que le mouvement naziste est un mouvement de fond, qu'il gagne du terrain, qu'à le combattre ouvertement on risque de se heurter au sentiment national, que la jeunesse en particulier se grise et que pour la retenir il ne convient pas de rompre les ponts du côté du nazisme. En outre, le Centre n'avait jamais été très fier de son alliance avec le socialisme ; il cherchait à s'en dégager ; il sentait que ce parti était usé et fini. S'il avait pu prévoir son lamentable effondrement, il aurait pu le lâcher plus tôt.

Ce que désire surtout le Centre, c'est de rester en contact avec le peuple, c'est de maintenir les libertés religieuses, les libertés scolaires. Voilà pourquoi, au cours de 1932, tout en se combattant, les deux groupes, nazi et centriste, sont en contact continu et pourquoi les chefs négocient constamment.

Le 30 janvier 1933, changement à vue. Hitler prend la chancellerie ; il fait des élections. Le 5 mars, il remporte la victoire. Le nazisme devient le régime légal. Le Centre lui accorde les pleins pouvoirs. Mais, dans sa déclaration, Hitler a pris soin de ménager le Centre. Loin de donner à sa doctrine ces allures d'antichristianisme que nous avons soulignées plus haut, il s'est posé en champion du christianisme, il a déclaré la guerre à l'athéisme, il a lancé à l'adresse du Saint-Siège un couplet plein de déférence et même de respect affectueux, il a spécifié que les Concordats en vigueur seraient toujours observés avec scrupule. On pouvait croire à une conversion. Du reste, les déclarations antérieures de Hitler avaient été en général beaucoup moins agressives que celles de ses lieutenants. L'influence de von Papen, resté très catholique, avait dû s'exercer sur le nouveau chancelier. Hitler, arrivé au pouvoir, tendait la main à l'Eglise. L'Eglise se trouvait dans une impasse. Il faut en effet se souvenir de la situation angoissante de tout un peuple, de la plaie affreuse du chômage, de l'aigreur accumulée dans les masses, de la poussée générale vers une sorte de messianisme nouveau, pour comprendre que l'Eglise d'Allemagne devait, sous peine de disparaître, accepter ce qui était acceptable dans le régime nouveau, dût-elle faire ses réserves sur bien d'autres points de plus ou moins grande importance.

De plus, l'Eglise a pour principe absolu d'être intraitable en matière doctrinale, et loyaliste en matière politique, c'est-à-dire de reconnaître le pouvoir légal, quel qu'il soit.

Donc, dès le 29 mars, la réunion des évêques de Fulda retire l'interdit lancé contre l'hitlérisme, en prenant comme raison le changement d'attitude du chancelier : « Prenant acte, disent les évêques, des déclarations du Chancelier rassurantes pour les catholiques, l'épiscopat croit pouvoir espérer que les interdictions et avertissements d'un caractère général ne doivent plus être considérés comme nécessaires. »

Une note officieuse de l'*Osservatore romano* fait toutefois remarquer que l'épiscopat allemand n'a nullement révoqué, mais simplement suspendu, les condamnations contre l'hitlérisme.

En fait, les évêques prêchent le « ralliement, » tout en faisant les réserves nécessaires. L'archevêque de Paderborn écrit par exemple, le 12 avril : « Remplis d'amour pour la patrie dont ils aident

[1] *Guerre à Judas et à Rome !* — Judas pour les nazis incarne la race juive.

[2] Dès 1930, l'évêque de Mayence avait poussé un cri d'alarme. Son vicaire général, M. Mayer, avait posé nettement la question, dans une lettre au clergé : « Un catholique peut-il être national-socialiste ? » Et il avait répondu : *Non !* L'évêque de Berlin avait suivi. En novembre 1930, les cardinaux-archevêques de Munich et de Breslau prononcèrent, sans nommer Hitler, des condamnations doctrinales ; ils protestaient notamment contre la « glorification de la race. » En 1931, les évêques de Bavière et de Rhénanie adressent à leur clergé des instructions précises qui équivalent à un interdit jeté sur tout le système hitlérien. Le haut clergé allemand a donc pris nettement position. Et l'on peut être absolument certain qu'il est en cela approuvé à fond par Rome.

de toutes leurs forces le relèvement national, les évêques voient avec le plus grand souci que pour beaucoup de citoyens fidèles, les jours de relèvement national sont devenus des jours d'amères souffrances qu'ils n'ont pas méritées. »

Le 25 avril, les évêques rhénans disent courageusement : « Nous déplorons tout ce qui éveille chez nous et à l'étranger une impression de dureté et d'injustice. »

D'autres évêques font observer que l'hitlérisme a promis la régénération de la jeunesse. Ils applaudissent à cette magnifique pensée. Mais ils rappellent que « la direction des affaires de l'Eglise doit rester aux mains du clergé » et que la création d'une Eglise « nationale » constituerait une apostasie.

Les instituteurs catholiques, réunis à Cologne le 25 avril, déclarent se rallier au régime. Les syndicats catholiques se soumettent sans mot dire. Il y a cependant de pénibles incidents. De hautes personnalités catholiques sont obligées d'opter entre l'exil ou la prison. On se souvient des bagarres qui signalèrent le Congrès catholique de Munich. On sait qu'il y a eu des incarcérations de prêtres.

Pendant ce temps, des négociations étaient liées avec le Saint-Siège. Von Papen, instigateur probable de la nouvelle politique religieuse de Hitler depuis son arrivée au pouvoir, désirait établir avec l'Eglise catholique, dont il est personnellement un membre fidèle, des relations correctes, sinon cordiales. Il estimait que le rapprochement de l'Allemagne nouvelle avec le Saint-Siège ne pouvait que servir au rapprochement de l'Allemagne naziste avec l'Italie fasciste. Il voulait un Concordat général, soulignant l'accentuation de l'unité allemande et la suppression définitive du particularisme. Il cherchait en outre deux choses que le Saint-Siège refusa de lui accorder : 1° la création d'un primat de Germanie, et 2° l'autorisation de fonder un nouveau parti, remplaçant le Centre, sous le titre « Aigle et Croix ».

Cependant le Saint-Siège était très inquiet de la situation du catholicisme en Allemagne. On peut même se demander si les mesures violentes prises contre les groupements et les personnalités catholiques qui ont précédé immédiatement la signature du Concordat, n'étaient pas destinées à inquiéter le Saint-Siège de façon à le plier plus aisément aux demandes du nazisme. Si ce calcul a existé, on peut dire qu'il se trompait d'adresse. Mais on peut dire aussi que l'emballement de la jeunesse allemande pour le nazisme pouvait faire craindre à d'excellents esprits que l'on ne marchât à un schisme. M. d'Ormesson résume ainsi les deux préoccupations essentielles du Saint-Siège : « celle d'abord de garder des contacts assez étroits avec la dictature hitlérienne pour limiter son action religieuse et sauvegarder les positions catholiques ; celle, cependant, de ne pas accorder au nouveau régime des armes qui pourraient se retourner contre l'Eglise. »

Il est donc nécessaire de faire dans le nazisme le départ de ce qui est acceptable, louable même, en tout cas non contradictoire du catholicisme, et de ce que la foi catholique ne peut tolérer.

« Le mouvement hitlérien est sorti des profondeurs du peuple. Il s'explique par la détresse économique, par la ruine des classes moyennes, par le chômage intensif. C'est un acte d'espoir et de foi dans les vertus nationales. Il comporte même un certain idéal de sacrifice, de purification, voire d'ascétisme qui cadrent avec les préoccupations religieuses. On condamne la corruption, le « nudisme », la littérature pornographique. On ferme d'obscènes lieux de débauche. On se place sous le signe de la Vertu. Comment l'Eglise rejetterait-elle cet élément du national-socialisme ? Comment se dresserait-elle contre un mouvement essentiellement populaire et animé de certains mobiles mystiques ?

Mais il y a l'envers de ce beau décor. Le côté païen de l'idéologie hitlérienne. L'appel aux instincts les plus violents, les plus intolérants. La négation de ce que le christianisme représente de charité, de justice, de fraternité, de douceur, d'amour ; en un mot, l'essence même de l'Evangile. Hier encore ne lisait-on pas dans le journal du comte Reventlow : « L'ascète crucifié est un dieu pour vieillards et pour malades. Notre jeunesse est religieuse certes, mais elle est également païenne, parce qu'elle est allemande. Ainsi elle a une vie intérieure plus intense que beaucoup de chrétiens, mais si vous lui reprochez d'être athée et superficielle, vous la calomniez et vous faites outrage au sentiment profond de nos âmes nordiques et allemandes. C'est au nom de la croix gammée, de l'antique symbole nordique de la vie et non pas au nom du Golgotha que l'Allemagne fête aujourd'hui sa résurrection. »

Ce sont là des déclarations fort graves. On ne saurait mieux affirmer ce qu'il y a, au fond, d'antichrétien et, disons le mot, d'antihumain et d'anticivilisé dans l'hitlérisme. Le problème est donc de concilier la croix de Jésus et la croix gammée. Or, ce problème est insoluble sur le plan doctrinal. Il faut que la croix de Jésus l'emporte sur la croix gammée. Il est rigoureusement impossible d'incliner la divine doctrine du Christ devant la nébuleuse mystique des « nordiques ». Ce que représente pour nous cette mystique est, de toute évidence, une régression vers la barbarie, un retour aux dieux nationaux et donc à cet état d'anarchie spirituelle et de brutale opposition de races qu'était le domaine religieux avant l'avènement de la grande fraternité chrétienne. L'hitlérisme est un nationalisme exaspéré. Le catholicisme est un supranationalisme étendant à toute l'humanité le sentiment de la bonté infinie du Père commun des créatures.

Le Concordat est signé. Il offre de puissantes garanties aux organisations catholiques. Il réserve toutes les libertés que l'Eglise d'Allemagne peut désirer. Il est même l'un des Concordats les plus favorables que l'Eglise ait jamais conclus. Il donne une arme légale à l'épiscopat pour défendre la vie catholique contre les envahissements de la philosophie hitlérienne. Il consacre une sorte de tolérance de l'hitlérisme envers une doctrine qui lui est étrangère. Il souligne l'impuissance de

l'hitlérisme à supprimer l'obstacle que représente pour sa mystique une foi très vivace et très arrêtée, la foi catholique. Dans la déroute du marxisme allemand, il montre que la foi catholique a une autre résistance et une autre profondeur que la religion socialiste.

Cela veut-il dire que tout conflit soit désormais écarté entre l'hitlérisme et le catholicisme? Bien loin de là. Les arrangements politiques laissent intacts les conflits doctrinaux. Comme le dit encore M. d'Ormesson,

« le divorce foncier qui existe en soi entre les principes chrétiens et l'idéologie nationale-socialiste subsistera. On aura beau entretenir soigneusement une équivoque, mettre l'accent sur le côté *moral* de la révolution hitlérienne, affirmer qu'il s'agit simplement de séparer la politique du confessionnel, — laisser à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César, — les ferments d'un nouveau Kulturkampf n'en sont pas moins d'ores et déjà jetés et il est impossible qu'un jour ou l'autre on n'en voie pas les effets se manifester dans les régions d'Allemagne où le catholicisme reste le plus profondément enraciné. Quand, comment, ces heurts, ces réactions se produiront-ils ? C'est le secret de l'avenir. Mais ils se produiront. Les questions religieuses sont les seules, — Dieu merci, — auxquelles nul n'a jamais touché impunément. »

L'Eglise n'a pas peur pour l'avenir ; elle a vu bien d'autres péripéties dans son existence dix-neuf fois séculaire. L'hitlérisme a trop de problèmes à résoudre pour pouvoir se payer le luxe d'engager des luttes sans issue pour lui. Le Concordat est une preuve qu'il tient à avoir la paix du côté catholique. C'est donc qu'il se sentait peu sûr de ce côté. C'est donc qu'il pressentait là une possibilité de résistance qu'il ne craignait pas de rencontrer dans les églises protestantes. Ces dernières, il les a traitées avec une sorte de mépris supérieur : il a donné des ordres, il a établi des règlements. Il n'a pas même daigné consulter les évêques luthériens, qu'il considère comme de simples fonctionnaires. Le vieux Maréchal, complètement réduit à l'impuissance, a écrit récemment une lettre au Chancelier où on lit ces lignes qui contiennent un blâme très net : « J'ai reçu de nombreuses lettres m'exposant l'inquiétude des chrétiens évangéliques allemands quant à la liberté intérieure de l'Eglise. Cette situation me cause beaucoup de soucis et ma conscience de chrétien évangélique et de chef de l'Etat me dicte de faire tout mon possible pour aplanir les discussions actuelles... »

La question religieuse est donc un point névralgique pour le nazisme. Il y a encore un nombre très imposant d'Allemands qui n'adoptent pas la religion de la race nordique et n'admettent pas que la croix gammée fasse oublier la croix du Golgotha.

Ah ! si l'hitlérisme réussissait ce miracle de remettre l'Allemagne hors de l'abîme de détresse économique où elle se débat, s'il résolvait le problème de la faim, le problème du chômage, le problème de la redistribution de la population en de telles conditions que tout Allemand soit à la place où il peut rendre le plus de services à sa nation et se trouver lui-même dans la meilleure situation matérielle qu'il puisse rêver ; en un mot, s'il répondait aux immenses espoirs qui lui ont donné naissance, alors la religion qu'il représente recevrait des faits une telle consécration apparente qu'elle pourrait rejeter tous les voiles et prétendre à la destruction de toute religion concurrente au sein de la nation.

Mais, jusqu'ici, il n'a apporté aucune solution aux problèmes qui pèsent le plus lourd sur le peuple allemand. Non seulement il n'a pas amélioré la situation économique, mais encore cette situation s'est aggravée depuis son avènement. Concluons donc avec M. d'Ormesson : « Nul ne sait ce qu'il adviendra de l'Allemagne hitlérienne. Nul ne peut se prononcer avant l'hiver. C'est entre novembre 1933 et mai 1934 que le régime national-socialiste jouera sa partie décisive. Les choses vont vite. Elles vont mal. Les faits dépassent constamment les hommes. Plutôt que de porter sur l'avenir un jugement que les événements se chargeraient de démentir,... » attendons la décision du temps !

LITURGIE

Q. — Le titulaire de mon église paroissiale est S. Julien de Brioude, martyr, dont la fête a lieu le 28 août.

Quel office et quelle messe prendre pour cette fête, étant donné que je ne possède aucune indication à ce sujet ? — Puis-je m'inspirer de ce qui doit se faire ailleurs, v. g. à Brioude sans doute ? Puis-je adopter l'oraison propre du saint, s'il y en a une usitée quelque part ? Et les leçons de Matines ? — Ou bien me faut-il tout simplement réciter l'office du Commun ?

R. — I. Un formulaire propre d'office ou de messe spécialement approuvé par le Saint-Siège pour un lieu déterminé ou pour un Institut religieux, ne l'est pas aussi par le fait même pour d'autres lieux ou d'autres sociétés. C'est là un principe de droit liturgique que déjà, — précisément à propos de la manière d'ordonner l'office pour le patron principal du lieu et pour le titulaire de l'église, — le plus ancien commentateur du Missel et du Bréviaire romains de S. Pie V, Gavanti [1], avait pu déduire de plusieurs décisions authentiques de la S. C. des Rites et de la pratique constante de cette même Congrégation, et qui, depuis, a été rappelé plus d'une fois par des liturgistes justement estimés [2].

Lors donc que l'office et la messe soit du patron principal du lieu, soit du titulaire de l'église, ne se trouvent pas respectivement dans le Bréviaire et dans le Missel romains ou du moins, — ce qui, en pareil cas, est censé revenir au même, — dans

[1] *Thesaurus sacr. rituum*, part. II, sect. III, c. XII, n. 14.

[2] V. g. : Guyet, *Heortologia*, l. III, c. I, qu. XII ; — Cavalieri, *Opera omnia liturgica*, t. II, c. XLIII, decr. IV, n. 1 et suiv. ; — da Carpi, *Kalendarium perpetuum*, c. II, p. 54, n. 29 ; — de Herdt, *S. Liturgiæ Praxis*, t. II, n. 232, 3°. — Cf. *Ephemerides liturg.*, 1922, p. 511 et 512.